

CANADA (CATÉGORIE 1)

Le gouvernement canadien satisfait pleinement aux normes minimales visant l'élimination de la traite des personnes. Il a continué de manifester des efforts sérieux et soutenus pendant la période visée par le rapport, c'est pourquoi le Canada est resté dans la Catégorie 1. Le gouvernement a manifesté des efforts sérieux et continus avec la cellule spéciale nationale chargée de la lutte contre la traite des personnes, qui coordonne, contrôle et fait état des activités de lutte contre la traite des personnes ; il a lancé une initiative qui a permis d'accroître ses capacités d'identifier le blanchiment du produit de la traite des personnes et il a renforcé ses efforts de prévention de la traite, plus particulièrement en lien avec le travail forcé. Tandis que le gouvernement satisfait aux normes minimales, il a identifié moins de victimes de la traite que durant l'année précédente et n'a pas amélioré l'accès des victimes à des services tenant compte des traumatismes subis par elles et spécialisés, ni n'a accru le financement de ces services. Pour la troisième année consécutive, les pouvoirs publics n'ont condamné aucun auteur de la traite à des fins d'exploitation par le travail.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DU CANADA

Accroître les services spécialisés et les centres d'accueil proposés à toutes les victimes de la traite des personnes, en partenariat avec la société civile et par le biais des financements spéciaux provenant des autorités fédérales et provinciales ; augmenter l'emploi de techniques de répression proactives pour mener des enquêtes sur la traite des personnes, en particulier le travail forcé ; intensifier les efforts déployés pour poursuivre et condamner les trafiquants ; renforcer la formation à l'intention des fonctionnaires du gouvernement, en particulier les procureurs et les juges ; améliorer la coordination et la communication entre les acteurs fédéraux, provinciaux et territoriaux et renforcer les activités interorganisations au niveau des provinces ; mener des enquêtes et des poursuites judiciaires à l'encontre des touristes pédophiles canadiens et améliorer la collecte de données sur la traite, notamment pour documenter le nombre de victimes identifiées et l'aide fournie.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a maintenu ses efforts pour engager la responsabilité pénale des trafiquants, mais la plupart des interventions se sont axées sur la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Les sections 279.01 et 279.011 du Code pénal criminalisent toutes les formes de traite des personnes, et prévoient des peines allant de quatre à 14 ans de prison pour la traite des adultes et de cinq à 14 ans de prison pour la traite des enfants. Des circonstances aggravantes comme l'enlèvement, l'agression sexuelle ou la mort accroissent les peines minimales obligatoires à cinq ans, portent la peine maximale à la réclusion à perpétuité pour la traite des adultes et font encourir six ans de prison jusqu'à la réclusion à perpétuité pour la traite des enfants. Ces peines sont suffisamment sévères et à la mesure de celles qui sont imposées pour d'autres infractions graves. La

section 279.02 érige également en infraction criminelle le fait de recevoir des avantages financiers ou autres en conséquence de la traite et impose une peine maximale de 10 ans de prison quand les victimes sont des adultes et une peine maximum de 14 ans de prison assortie d'une peine statutaire de deux ans d'emprisonnement quand les victimes sont des mineurs. La section 279.03 érige également en infraction criminelle la dissimulation ou la destruction de documents aux fins de faciliter la traite et elle impose une peine maximale de cinq ans de prison quand les victimes sont des adultes ainsi qu'une peine maximale de 10 ans de prison assortie d'une peine statutaire d'un an d'emprisonnement quand les victimes sont des mineurs.

En 2016, la police a inculpé 107 personnes dans le cadre de 68 affaires de traite des personnes (aucune pour traite à des fins d'exploitation par le travail) par rapport à 112 et 63 respectivement en 2015. Des poursuites ont été continuées contre 300 personnes, parmi lesquelles 34 suspects de traite à des fins d'exploitation par le travail, comparé à 314 personnes, dont 24 suspects de traite à des fins d'exploitation par le travail en 2015. Les tribunaux ont condamné 10 auteurs de traite à des fins d'exploitation sexuelle et aucun auteur de traite à des fins d'exploitation par le travail, par rapport à six auteurs de traite à des fins d'exploitation sexuelle en 2015 ; les peines infligées allaient de six mois à neuf ans et demi de prison, ce qui est comparable à celles imposées en 2015. Des ONG ont signalé un déséquilibre persistant dans les efforts des pouvoirs publics déployés contre la traite des personnes, qui accordaient plus d'attention à la traite à des fins s d'exploitation sexuelle et comprenaient mieux ce phénomène que celui du travail forcé. Des ONG et d'autres experts non gouvernementaux ont indiqué qu'au sein de la police et parmi les procureurs, la maîtrise du phénomène de la traite des personnes était inégale, ce qui a porté certains fonctionnaires à classer les affaires de traite comme d'autres infractions ou à lancer des poursuites au civil et non au pénal. Le gouvernement a initié un nouveau projet aux fins d'identifier et de rapporter les transactions financières soupçonnées d'être liées au blanchiment du produit de la traite, ce qui a entraîné 102 divulgations d'informations financières sur l'ensemble du territoire canadien en 2016, par rapport à 19 en 2015. Les autorités fédérales et provinciales ont dispensé des séances de formation à l'intention de responsables des forces de l'ordre, de l'immigration et des questions de travail et elles ont continué d'assurer les cours de formation en ligne destinés aux travailleurs sociaux, aux services de protection de l'enfance secourant les victimes et aux employés des refuges. Toutefois, certains agents des forces de l'ordre ont signalé que les responsables de l'immigration n'avaient pas tous bénéficié d'une formation à la lutte contre la traite. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), organe fédéral, a inscrit la traite des personnes au programme de formation de l'académie nationale pour toutes les nouvelles recrues, formé 68 agents de police dans le cadre d'un cours avancé sur la traite des personnes à l'intention des enquêteurs et maintenu une cellule nationale de répression de la traite des personnes au Québec. Les pouvoirs publics n'ont pas signalé d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations de fonctionnaires pour complicité dans des infractions liées à la traite des personnes.

PROTECTION

Le gouvernement a maintenu ses efforts de protection mais il a identifié moins de victimes que lors des années antérieures, fourni un nombre limité de lits dans les refuges, il n'a pas accru l'accès aux services et n'a pas proposé de soins tenant compte des traumatismes subis par les victimes. La police a identifié 77 nouvelles victimes dans le cadre d'affaires spécifiques à la traite en 2016, contre 99 en 2015. Parmi celles-ci, 71 étaient des femmes, une était un homme et l'on ignorait de quel sexe était cinq d'entre eux ; 31 étaient des enfants ; toutes étaient victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Les autorités ont signalé en totalité 367 victimes de la traite en rapport avec des affaires en instance et portées devant les tribunaux dans le cadre desquelles les chefs d'accusation étaient précisément la traite des personnes. La police et les procureurs ont mené des recherches pour déceler d'éventuelles affaires de traite en utilisant des indicateurs établis à cette fin, notamment dans le cadre d'opérations proactives telles que « Northern Spotlight », qui ont permis d'identifier 16 victimes potentielles. Les responsables de l'immigration ont actualisé le Manuel d'orientation et d'identification des victimes de l'Agence des services frontaliers du Canada en 2016 et continué de mettre en œuvre les directives destinées à déterminer si des ressortissants étrangers étaient des victimes potentielles de la traite des personnes. La société civile a signalé que les autorités provinciales et territoriales manquaient souvent des ressources et des effectifs nécessaires pour surveiller efficacement les conditions de travail des travailleurs étrangers temporaires ou pour identifier de manière proactive les victimes de la traite des personnes parmi les groupes vulnérables.

Le gouvernement n'a pas fait état du nombre de victimes de la traite auxquelles il a prêté secours en 2016 ; il a rapporté avoir aidé des victimes de la traite au moyen de son dispositif d'assistance aux victimes d'actes criminels, qui dépendait du financement fourni par le ministère de la Justice du Canada aux autorités provinciales et territoriales. Le gouvernement a procuré un accès aux services en fonction de la juridiction où résidait la victime du crime, chaque province ou territoire employant un modèle de prestation de services assuré par la police, rattaché aux tribunaux ou fondé sur le système. Parmi les services fournis, l'on comptait une aide financière d'urgence, des repas, des services d'hébergement, des soins de santé et des services juridiques. Bénéficiant du soutien des autorités provinciales et fédérales, des ONG ont également fourni des services spécifiques, tout comme les centres d'aide aux victimes d'actes criminels implantés dans les provinces, lorsque ces services étaient disponibles. En général, les services comprenaient l'hébergement, des services juridiques et d'immigration, des soins médicaux, des consultations psychologiques et d'urgence, un soutien du revenu et des services d'interprétation. Aux termes de la Charte canadienne des droits des victimes, une victime est en droit de demander des informations concernant la condamnation du contrevenant et elle a la possibilité de soumettre aux décideurs des informations pouvant être prises en considération et susceptibles de leur apporter protection et réparation ; les autorités n'ont pas communiqué d'informations indiquant si des victimes de la traite avaient exercé ces droits. Il n'a pas été rapporté que des victimes

auraient demandé ou obtenu des réparations en 2016.

En 2016, Sécurité publique Canada (SPC) a lancé un appel d'offres en vue de l'élaboration de modèles d'aide au logement qui répondraient aux besoins particuliers des victimes de la traite, et elle a attribué des subventions à deux ONG pour ce faire. Deux ONG, grâce à un financement provenant des municipalités, des provinces et du gouvernement fédéral, ont ouvert de nouveaux ensembles d'habitation provisoires, dotés de services, spécialement destinés aux victimes de la traite. En dépit de ces progrès, les ONG ont rapporté que seulement 24 lits d'hébergement étaient destinés tout particulièrement aux victimes de la traite dans l'ensemble du Canada. De ce fait, les travailleurs sociaux ont été obligés de reloger certaines victimes dans des provinces qui comptaient des hébergements disponibles. Le gouvernement a permis aux victimes étrangères d'accéder au régime de soins de santé par l'intermédiaire du Programme fédéral de santé intérimaire ou des régimes provinciaux ou territoriaux d'assurance-maladie. Les ONG ont signalé rencontrer des difficultés appréciables pour accéder à ces programmes, notamment lorsque les victimes ne coopéraient pas avec les forces de l'ordre. Elles ont également mentionné le besoin de fournir davantage de services tenant compte des traumatismes subis par les victimes, qui en vivaient parfois de nouveaux dans le système de soins de santé. En 2016, le gouvernement a octroyé 2,4 millions de dollars canadiens (1,78 million de dollars É.-U.) à 25 ONG dans le but d'améliorer les centres pluridisciplinaires d'appui aux enfants, qui dispensaient des services particulièrement destinés aux enfants victimes de la traite. Par l'intermédiaire du ministère de la Justice, le gouvernement a réservé 500 000 dollars canadiens (371 471 dollars É.-U.) pour financer des projets visant à améliorer les services dispensés aux victimes en 2016, comme il l'avait fait les années antérieures. Des experts ont signalé que certains refuges pour les victimes de violence familiale n'acceptaient pas d'héberger de victimes de la traite en raison de la complexité de leurs besoins et par crainte de leurs trafiquants.

Bien que certaines autorités provinciales aient consacré un financement spécial pour prêter secours aux victimes, le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du Québec n'a pas indemnisé les femmes se prostituant, ni ne leur a fourni de services ou d'aides financières même lorsqu'elles avaient été identifiées comme étant victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Le Manitoba a financé des initiatives pour identifier et soutenir les victimes de l'exploitation sexuelle, dont les victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, en mettant en particulier l'accent sur les communautés autochtones. Une partie du budget de la stratégie de lutte contre la traite des personnes de l'Ontario, qui s'élève à 53,97 millions de dollars É.-U., est consacrée à l'amélioration de l'accès des rescapés à des services tels que l'hébergement, la santé mentale et le counseling traumatologique. Toutefois, en Ontario, les mineurs âgés de 16 ans ou plus n'avaient pas droit aux services de protection de l'enfance et ils ont souvent été placés dans des refuges mixtes pour jeunes, ce qui les a exposés au recrutement en vue de traite à des fins d'exploitation sexuelle. La gamme, la qualité et la prestation opportune des services étaient variables en dépit du fait que la plupart des provinces étaient en mesure d'offrir aux victimes de

la traite un accès aux services d'hébergement mis en place à l'intention des victimes de violence ou des sans domicile fixe, des services de counseling à court terme, une aide juridictionnelle et d'autres services.

Les victimes étrangères de la traite pouvaient déposer une demande de permis de séjour temporaire afin de rester au Canada, ce qui les autorisait à bénéficier de soins de santé et à recevoir un permis de travail. Le gouvernement a délivré des permis de séjour temporaire à 67 victimes étrangères en 2016, par rapport à 44 en 2015. Vingt-six nouveaux bénéficiaires se sont vus délivrer un permis et 41 personnes ont vu leur permis renouvelé. À titre de comparaison, les autorités avaient délivré des permis de séjour temporaire à 19 victimes étrangères en 2014. Les pouvoirs publics autorisent les victimes étrangères de la traite à recevoir un permis de séjour temporaire de 180 jours ou de longue durée, valable pendant trois ans au plus. Les détenteurs de permis de séjour temporaire pouvaient demander sans frais un permis de travail mais il était difficile de savoir combien de victimes étrangères ont reçu ces permis en 2016. Certains responsables gouvernementaux et des ONG ont fait état de difficultés et de retards dans la délivrance de permis de séjour temporaire aux victimes étrangères. Tandis qu'elles attendaient de les recevoir, les victimes n'avaient pas le droit de bénéficier des services publics mais pouvaient toutefois recevoir une aide des ONG. Il n'a pas été signalé que les autorités auraient pénalisé des victimes identifiées pour la commission d'actes criminels résultant directement de leur situation de victime de la traite des personnes.

PRÉVENTION

Le gouvernement a redoublé d'efforts en matière de prévention. Le ministère de la Sécurité publique a dirigé un groupe de travail fédéral rassemblant plusieurs organismes ; il a publié régulièrement des bulletins d'information sur la lutte contre la traite des personnes ainsi que des rapports d'activité annuels. Il a également organisé en 2016 un forum national à l'intention des gouvernements provinciaux et régionaux ainsi que des ONG, qui a donné lieu à des recommandations concernant l'élaboration de formations supplémentaires, le recueil de données, la sensibilisation par les pairs, des programmes adaptés aux contextes géographiques et culturels, ainsi que des services complémentaires pour les victimes. En partenariat avec la société civile, les autorités ont financé et soutenu des campagnes de sensibilisation ciblant les peuples autochtones, les jeunes, les agents des forces de l'ordre et le grand public. Le Centre national de coordination contre la traite de personnes de la GRC et trois coordonnateurs régionaux de la GRC pour la sensibilisation à la traite des personnes dans les provinces de la Colombie-Britannique, du Québec et de la Nouvelle-Écosse ont fait office de points de contact contre la traite des personnes pour les forces de l'ordre du pays tout entier et ont participé à des réunions d'échanges sur les stratégies adoptées au niveau local, les pratiques optimales et les cas exemplaires. Le Bureau provincial de lutte contre la traite des personnes de la Colombie-Britannique a continué de dispenser des formations et de mener des activités de prévention et de

sensibilisation. Le gouvernement de l'Ontario a élaboré et publié une stratégie provinciale exhaustive de lutte contre la traite axée sur les rescapés et il a constitué un Bureau de lutte contre la traite des personnes aux fins de mettre cette stratégie en œuvre. La province a octroyé un budget de 54 millions de dollars É.-U. sur une durée de cinq ans afin de confronter le phénomène de la traite des personnes et, en décembre 2016, elle a recruté des agents de liaison autochtones pour collaborer avec les communautés autochtones dont les membres sont exposés au risque de subir la traite. Des ONG ont souligné la nécessité d'une meilleure coordination au sein des autorités fédérales, provinciales et territoriales en matière d'application de la loi de lutte contre la traite des personnes. Les autorités ont fourni aux travailleurs étrangers temporaires des informations sur les endroits où s'adresser pour demander de l'aide en cas d'exploitation ou de mauvais traitements. Le gouvernement a œuvré en étroite collaboration avec les gouvernements du Mexique et de pays des Caraïbes pour veiller à ce que le programme des travailleurs agricoles saisonniers du Canada donne accès aux ouvriers aux informations relatives à leurs droits et aux services consulaires et autres qui sont à leur disposition. Tandis que le gouvernement a apporté des modifications au programme pour les travailleurs étrangers temporaires afin d'accroître le dépistage des abus et de privilégier les employés canadiens par rapport aux migrants moins bien rémunérés, il est difficile de savoir si ces mesures ont permis d'identifier des victimes potentielles de la traite. Selon des personnes-ressources représentant des ONG, le Programme des travailleurs étrangers du Canada continue d'être un vecteur de la traite des personnes. Les autorités ont mené des activités de sensibilisation à l'intention des employés de maison travaillant chez des diplomates étrangers afin de prévenir et d'identifier les cas de traite, mais elles n'ont pas indiqué si ces efforts avaient débouché sur de nouvelles affaires de traite. Les autorités ont continué de distribuer un ouvrage avertissant les Canadiens voyageant à l'étranger des sanctions prévues par le droit canadien contre le tourisme pédophile. Le ministère de la Justice a fait part de la condamnation d'un touriste pédophile et de la désignation à long terme de cet individu comme délinquant sexuel en 2015 mais il n'a pas fait état de condamnations obtenues en 2016. Le gouvernement a octroyé un budget de plus de 14,6 millions de dollars canadiens (10,85 millions de dollars É.-U.) pour appuyer des initiatives de lutte contre la traite dans plus de 16 pays dans le monde. Il a réalisé des efforts pour réduire la demande d'actes sexuels tarifés et de travail forcé au moyen d'activités de sensibilisation, de formation et de recherche. Il a commencé en 2016 à identifier des méthodes pour confronter les risques de traite dans la chaîne d'approvisionnement fédérale. Le gouvernement a dispensé des formations en matière de lutte contre la traite des personnes à son personnel diplomatique. Les autorités canadiennes ont fourni des informations sur la lutte contre la traite des personnes aux forces armées canadiennes avant leur déploiement dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix.

CARACTÉRISTIQUES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Le Canada est un pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les

enfants victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, et un pays de destination pour les hommes et les femmes victimes du travail forcé. Les groupes particulièrement vulnérables sont les femmes et les filles issues des populations autochtones, les migrants, les jeunes à risque, les jeunes fugueurs et les filles qui sont dans le système de protection de l'enfance. Des femmes d'origine étrangère, en provenance principalement de pays d'Asie et d'Europe de l'Est, sont victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle au Canada. Des responsables des forces de l'ordre ont signalé que les trafiquants sont des personnes individuelles, des réseaux familiaux, certains gangs de rue locaux et des organisations criminelles transnationales. Parmi les victimes du trafic des travailleurs figurent des travailleurs étrangers d'Europe de l'Est, d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique qui entrent au Canada légalement mais y deviennent ensuite victimes du travail forcé dans divers secteurs, dont l'agriculture, le bâtiment, les usines de transformation alimentaire, la restauration, l'hôtellerie ou en tant qu'employés de maison, notamment chez des diplomates. Le Canada est un pays d'origine pour les touristes qui se rendent à l'étranger afin de s'adonner à des rapports sexuels avec des enfants. Des victimes canadiennes de la traite ont fait l'objet de pratiques d'exploitation aux États-Unis.